



International Transport Company  
Freight Forwarder  
- Project & Oil Field cargo  
- Deepwater and off shore project  
- Supply chain specialist  
- 4 PL dedicated

2 rue Luigi Galvani  
92160 ANTONY  
Tél : + 33 1 55 59 07 70  
Fax : + 33 1 49 84 06 54  
mailto:  
infos@transprojets.com  
http://www.Transprojets.com

ENR0906E 01/2011

## Infrastructures/ Institutions

### Zeebruges : Offensive sur le marché français

Après une chute de l'ordre de 11 % de son trafic conteneurisé l'an passé, le port de Zeebruges entend rebondir en 2012. Le marché français figure parmi ses priorités.

### ENSM : "Une véritable révolution"

Alors que le débat sur le choix entre les quatre sites venait d'être relancé par Nathalie Kosciusko-Morizet, Henri Poisson, le directeur général de l'École nationale supérieure maritime (ENSM), est venu présenter les "premiers pas de l'école" lors du colloque Info Navires de l'IMTM à Marseille.

### Petroplus : J.-P. Vettier reçu aujourd'hui par Éric Besson

Le ministre de l'Industrie et de l'Énergie va recevoir le PDG de Petroplus, qui a lancé lundi l'arrêt provisoire de trois raffineries dont celle de Petit-Couronne.

page 2

## SEAFRANCE

### Le nouveau projet de Scop repousse la sentence



© SEAFRANCE

## Entreprises

### Qualitair & Sea: Rester indépendant et leader sur ses niches

Qualitair & Sea a fait le choix de s'affirmer sur certains axes géographiques et sur une approche segmentée via Qualitair & Sea, Setcargo et Alis, les trois entreprises complémentaires de Crystal Group.

### Rougier : L'État gabonais entre au capital

La caisse des Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon va entrer au capital d'une filiale du spécialiste français des bois tropicaux Rougier, ce permettra à ce dernier de poursuivre son développement en Afrique.

page 3

**Le tribunal de commerce de Paris a reporté au 9 janvier sa décision concernant la création d'une société coopérative à SeaFrance, après l'intervention du gouvernement, qui dit désormais soutenir cette initiative.**

Le sort de SeaFrance sera finalement examiné le 9 janvier, le tribunal de commerce de Paris ayant reporté son audience afin de laisser quelques jours aux salariés pour boucler la partie financière de leur projet de reprise.

Le projet de Société coopérative et participative (Scop), proposé par la CFDT, est le seul dossier de reprise sur la table pour la compagnie transmanche en liquidation judiciaire. Mais ce projet souffre d'un déficit de financement, problème que le gouvernement a tenté de solutionner le 2 janvier en proposant un nouveau montage. Le président de la République Nicolas Sarkozy a ainsi demandé à la SNCF, propriétaire de SeaFrance, d'apporter son aide au projet de Scop par le versement d'indemnités exceptionnelles aux salariés pour leur permettre de les

réinjecter dans la coopérative.

"Le délai était trop court entre l'annonce du gouvernement et l'audience du tribunal. Il y a une décision politique, il faut maintenant la mettre en musique", a expliqué l'avocat du syndicat CFDT maritime Nord, M<sup>e</sup> Philippe Brun, à l'issue de l'audience du 3 janvier.

#### ENCORE DE LOURDES INCERTITUDES

Jusqu'à ce revirement de dernière minute, le gouvernement s'était toujours montré dubitatif sur la viabilité du projet de Scop pour la reprise de la dernière société française à assurer la liaison maritime Calais-Douvres, qui emploie 880 personnes à Calais et génère au moins autant d'emplois indirects. "Nous souhaitons mettre

à profit ces quelques jours pour organiser une réunion entre les parties prenantes du dossier, la région Nord-Pas-de-Calais, l'État et les représentants de la Scop pour définir les modalités techniques et financières du sauvetage de SeaFrance", a ajouté Philippe Brun. Alors que le temps presse puisque aucun bateau ne navigue depuis mi-novembre, de nombreux points sont en effet toujours en suspens dans le dossier financier du projet.

La ministre de l'Écologie et des Transports, Nathalie Kosciusko-Morizet, a indiqué le 3 janvier que la SNCF pourrait verser entre 50 et 60.000 euros d'indemnités exceptionnelles à chaque salarié, mais lors de l'audience, la compagnie ferroviaire n'a donné aucune estimation chiffrée.

#### VERS UNE PLAINTE DE P&O

Autre incertitude de taille : le nombre de salariés réellement disposés à investir leurs indemnités au capital de la Scop. "Un nombre important réinvestiront, le nombre exact je ne sais pas", déclarait le 2 janvier

Didier Cappelle, secrétaire général CFDT du syndicat maritime Nord. Sur les 880 salariés, 600 sont adhérents de la coopérative, a-t-il précisé.

Quant au ministre chargé des Transports, Thierry Mariani, qui fustigeait l'attitude "fanatique" des syndicalistes trois jours auparavant, il se félicitait d'avoir "réuni au moins les conditions pour que ce projet soit finançable. Depuis des mois, j'entends parler d'un projet de Scop, qui est très beau, mais sur le papier il n'y avait pas les financements". Pour lui, "ce projet est finançable à condition que les salariés y croient et à condition que le tribunal de commerce lui donne sa chance". "Je ne vous dis pas que c'est gagné mais au moins il y a une chance", a renchéri Nathalie Kosciusko-Morizet.

De l'autre côté de la Manche, P&O, la concurrente britannique de SeaFrance, a dénoncé le projet de sauvetage et annoncé qu'elle porterait plainte auprès de l'Union européenne contre ce qu'elle considère comme des aides d'État déguisées.

Franck IOVENE  
et Marion THIBAUT

## Record

Nice Côte d'Azur, a annoncé un trafic historique en hausse de 8,5 % en 2011, avec 10,4 millions de passagers. Le trafic international du premier aéroport régional français en termes de passagers, qui représente 60 % des mouvements, a connu un bond de 9,7 %, le trafic national de 6,9 %. Les passagers du Royaume-Uni, dont les voyages avaient chuté de 21 % en 2010, cumulent en 2011 un trafic en progression de 11,8 %. À noter aussi la hausse de 12,5% pour les pays scandinaves et de 21,6% pour les Pays-Bas.

## Sursis

Le marché automobile, malgré des groupes français à la peine face à la concurrence étrangère, a sauvé les meubles en 2011 avec un recul des immatriculations de voitures neuves moindre que prévu, mais 2012 s'annonce comme une année sombre. Un peu plus de 2,2 millions de voitures se sont vendues l'an dernier, en baisse de 2,1% en données brutes par rapport à 2010 qui avait été une bonne année, selon des chiffres publiés par le Comité des constructeurs français d'automobile (CCFA). La France s'en tire mieux que sa voisine espagnole qui a vu ses ventes tomber à leur plus bas niveau depuis 1993 à 808.059 unités.

## Consolidation

Le fonds d'investissement français, ACE Management, a annoncé le rachat du sous-traitant aéronautique toulousain Mecahers, réalisé par le biais du franco-canadien Meca-chrome dont ACE est actionnaire via ses fonds Aerofund I et II. L'opération se fera via une augmentation de capital de 17 millions d'euros. ACE a parallèlement investi 7 millions au capital de la société Le Piston Français, spécialiste de la mécanique de précision, afin de l'accompagner dans ses projets de développement dont des acquisitions.

## Inauguration

Dans la nuit du 31 décembre 2011 au 1<sup>er</sup> janvier 2012 a été inauguré un pont routier sur la rivière Sava, à Belgrade. Il s'agit du premier construit dans la capitale serbe depuis plus de quarante et un ans. Le nouveau pont à haubans, dont la construction a commencé en décembre 2008, surmonte la Sava au niveau de l'île d'Ada. Long de 969 m et large de 45 m, il repose sur des piliers de 200 m de haut. Le coût des travaux s'est élevé à environ 120 millions d'euros. Le pont a été construit par un consortium formé par les compagnies autrichienne PORR Technobau und Umwelt AG, slovène SCT et allemande DSD Bruckenbau GmbH.

## ZEEBRUGES

## MARITIME

## Offensive sur le marché français

Après une chute de l'ordre de 11 % de son trafic conteneurisé l'an passé, le port de Zeebruges entend rebondir en 2012. Le marché français figure parmi ses priorités. Nouveaux services ferroviaires dès février et montée en puissance du terminal Zeebruges International Port (ZIP) exploité par PSA International servent cette stratégie.

Concerné par les remaniements opérés l'an passé, sur l'axe Europe/Asie en particulier, Zeebruges déclare en 2011 un trafic de 2,22 millions d'EVP, en baisse de 11,1 %. Aussi l'année 2012 est-elle placée sous le signe de la reconquête. Mi-décembre, PSA International, l'un des deux principaux manutentionnaires de conteneurs locaux avec APM Terminals, est ainsi venu à Paris à la rencontre des chargeurs et prestataires lors des rendez-vous d'affaires World Class Logistics. Égratignant au passage les capacités nautiques de Hambourg et de son voisin anversoïis (où PSA

traite 80 % des conteneurs...), son directeur général Enno Koll a valorisé la proximité de Zeebruges par rapport au marché français, du Nord à la Champagne en passant par l'Île-de-France. Pour étendre cet hinterland, le responsable a dévoilé le lancement en février d'une navette ferroviaire sur Douges. Opéré par Naviland Cargo et IFB, le service aura une fréquence de trois allers-retours par semaine et proposera des correspondances à Douges vers le sud de la France, Lyon compris. "Sur ces destinations, Zeebruges a une distance comparable au Havre, Anvers et Rotterdam".

"Navette ferroviaire sur Douges en février"



Enno Koll assure une mise à disposition des conteneurs de J+1 à J+3 sur tous les centres économiques nationaux.

## MONTÉE EN PUISSANCE DU "ZIP"

À Zeebruges, PSA International dispose de deux terminaux. En joint-venture avec CMA CGM, le Container Handling Zeebruges (CHZ) est le premier. Il représente une capacité annuelle d'1 M EVP et accueille des porte-conteneurs jusqu'à 14.000 EVP dont ceux de CMA CGM et China Shipping qui sont ses principaux clients avec Unifeeder vers la Baltique et Fesco sur la Russie. Début 2011, le Zeebruges International Port (ZIP) a triplé ces capacités. Quatre postes à quai avec des tirants d'eau de 17 mètres y ont été aménagés et ont reçu quatre

portiques mobiles double palan. "La capacité annuelle de cette première tranche est d'1 million d'EVP. Embranché fer avec un faisceau de cinq fois 700 m, le ZIP dispose aussi de quais short-sea et rouliers ainsi que 80.000 m<sup>2</sup> d'entrepôts". Dans l'immédiat, PSA International y a investi 100M EUR sachant que le site possède encore d'une capacité aménageable de 2 M EVP avec des tirants d'eau de 21 m. "à l'aide de ces nouveaux équipements, le transit par Zeebruges est l'un des plus compétitifs du range nord-européen", affirme Enno Koll citant des gains de l'ordre de 15 à 30 % grâce notamment à la représentation fiscale limitée valable en Belgique "très favorable aux importateurs français".

Érick DEMANGEON

## ENSM

## FORMATION

## "Une véritable révolution"

Alors que le débat sur le choix entre les quatre sites venait d'être relancé par Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Écologie et du développement durable à l'occasion des 7<sup>e</sup> Assises de l'économie maritime et du Littoral, Henri Poisson, le directeur général de l'École nationale supérieure maritime (ENSM), est venu présenter les "premiers pas de l'école" lors du colloque Info Navires de l'IMTM à Marseille.

Créée en 2010 avec le concours des universités de Bretagne et des Pôles mer des régions Paca et l'École nationale supérieure maritime (ENSM) compte 1.100 élèves en formation initiale et 1.000 stagiaires en formation continue. Henri Poisson rappelle que le siège de l'ENSM est provisoirement installé à Paris La Défense, la direction générale étant, quant à elle, basée à Marseille. Il ajoute que le service Achats a été confié au centre du Havre tandis que celui de Nantes est en charge de Saint-Nazaire.

## UNE FORMATION HARMONISÉE

L'établissement emploie également un directeur des Études

dont le service sera chargé notamment de répartir les emplois du temps. Il aura également une direction Recherches.

M. Poisson insiste sur les prérogatives du Conseil d'administration de l'école qui "constitue une véritable révolution en matière de formation". Il estime que la formation maritime nécessitait "une harmonisation". Selon lui, cette structure centralisée "permettra de développer de nouvelles actions, notamment au niveau international". Depuis la rentrée 2011, l'ENSM, qui fait appel à 200 professeurs ou intervenants, est habilitée à délivrer le titre d'ingénieur aux élèves intégrant le cycle de capitaine de première classe.

V.J.C.



## PETROPLUS

## INDUSTRIE

## J.-P. Vettier reçu aujourd'hui par Éric Besson

Le ministre de l'Industrie et de l'Énergie va recevoir le PDG de Petroplus, qui a lancé lundi l'arrêt provisoire de trois raffineries dont celle de Petit-Couronne. Il dit vouloir aider le groupe suisse à obtenir de nouveaux financements auprès des banques.

Le patron du groupe suisse Petroplus rencontrera ce mercredi 4 janvier le ministre de l'Industrie et de l'Énergie Éric Besson. Ce dernier avait annoncé le 31 décembre qu'il rencontrerait Jean-Paul Vettier, le PDG du groupe helvétique en proie à de graves difficultés financières.

La rencontre, qui se tiendra à Bercy en fin de journée, doit permettre de "faire le point sur la situation du groupe, et plus particulièrement sur les perspectives concernant le site français de Petit-Couronne", avait indiqué le ministre.

## LA MÉDIATION DU CRÉDIT FRANÇAIS SAISIE

Le gouvernement français, qui a été informé dès le 22 décembre par Petroplus de ses difficultés

bancaires, dit avoir "immédiatement" saisi la Médiation du crédit français "pour intervenir auprès des banques". Il a assuré faire tous ses efforts pour aider le groupe à obtenir une ligne de crédit d'un milliard de dollars auprès des treize banques internationales qui le financent, et a assuré que les trois banques françaises impliquées s'étaient dites prêtes à participer, si les autres établissements suivaient.

Le groupe suisse Petroplus a débuté le 2 janvier le processus d'arrêt temporaire de sa raffinerie française de Petit-Couronne, près de Rouen, qui n'est plus alimentée en brut depuis le gel de cette ligne de crédit mardi, selon une source syndicale. Deux autres raffineries du groupe, situées à Anvers (Belgique) et Cressier (Suisse), doivent également être arrêtées pour la même raison.

## QUALITAIR & SEA INTERNATIONAL LOGISTICS

ORGANISATION DE TRANSPORTS

### Rester indépendant et leader sur ses niches

**Qualitair & Sea a fait le choix de s'affirmer sur certains axes géographiques et sur une approche segmentée via Qualitair & Sea, Setcargo et Alis, les trois entreprises complémentaires de Crystal Group.**

"Environ 70 % des flux mondiaux sont organisés par une vingtaine de gros faiseurs, intégrateurs multinationaux et multi-spécialistes. Face à ces firmes, il faut se différencier et positionner nos sociétés sur certains créneaux", estime **Joël Glusman**, président et CEO de Qualitair & Sea. La société travaille pour les secteurs aéronautique, automobile, pharmaceutique, cosmétique, du luxe et des énergies et notamment au Brésil, au Japon, en Turquie, au Maroc, en Chine, au Moyen-Orient et aux États-

Unis soit en propre soit sous forme de joint-ventures. "Nous sommes les auxiliaires des exportateurs, un passage obligé pour ceux qui veulent vendre leurs produits à l'international et n'ont pas envie de voir leurs efforts réduits à néant s'ils sont mal transportés", résume Joël Glusman, qui regrette que les exportateurs français trop souvent encore ne vendent pas mais attendent qu'on vienne leur acheter leurs produits, ce qui compose l'une de leurs différences avec leurs homologues allemands et conduit aussi à des



choix d'incoterms pas toujours adaptés.

"Je suis le "route manager" du Brésil", observe Joël Glusman, qui a notamment travaillé treize ans pour Daher et vécu trois ans à New-York. Malgré son immense potentiel, le Brésil, pays très protectionniste, doit être appréhendé par des spécialistes connaissant bien les réglementations et aussi la culture du pays. Il n'est pas facile d'y exporter.

La fiscalité et les douanes sont complexes. Il faut d'abord s'assurer que le produit a reçu toutes les autorisations nécessaires des ministères compétents. "Au Brésil, avec notre bureau de Sao Paulo, nous avons mis en place une structure spéciale "Continuity" et nous essayons d'agir le plus possible en amont pour monter les dossiers. Un écart de poids supérieur à 3 % vous garantit que l'opération sera bloquée à destination, ce qui engendrera des coûts supplémentaires de stationnement ainsi que des amendes des douanes quand elles vérifieront les documents et le poids réel des marchandises". Les consignés pour les expéditions par avion sont aussi drastiques et les colis doivent être bien marqués sur plusieurs faces avec une colle spéciale évitant tout enlèvement de stickers. Au

Brésil, même de simples échantillons peuvent être taxés ou bloqués à la douane...

"Nous devons savoir ce que veut exactement le chargeur en termes de prix, de délais et de la vraie urgence de la livraison car si tout est urgent, plus rien n'est urgent", en déduit Joël Glusman.

#### CONSOLIDER LES PARTS DE MARCHÉ ACQUISES

Qualitair & Sea propose maintenant des offres de mutualisation des achats de transport pour des entreprises qui peuvent cumuler leurs volumes sur certaines destinations. Cette option repose sur un cahier des charges qui a permis de retenir six transitaires. "Nous nous rémunérons en partie sur les économies que nous faisons réaliser à nos clients. Il y a beaucoup de coûts cachés dans la supply chain et des surcharges peuvent arriver à être supérieures au prix de base du fret".

L'objectif de Crystal Group (150 millions d'euros de chiffre d'affaires) est de rester indépendant grâce à des résultats financiers "qui nous permettent non pas de nous diversifier mais de consolider nos acquis en restant parmi les leaders sur nos niches".

**Annick BÉROUD**

#### Acquisition

Valeo a annoncé l'acquisition de 80 % du capital de la société chinoise d'éclairage Ruby auprès du constructeur automobile chinois Chery, sans en préciser le montant. Cette opération s'inscrit "dans la stratégie de croissance en Chine et en Asie de l'équipementier automobile français. Située à Wuhu dans la province d'Anhui, la société commune, qui sera renommée Wuhu Valeo Automotive Lighting Systems, "concevra, fabriquera et commercialisera les produits de Valeo éclairage principalement pour Chery Automobile sur le marché chinois".

#### Arbitrage

PDVSA a salué la décision d'un panel d'arbitrage lui ordonnant de verser 907 millions de dollars à ExxonMobil, qui en demandait 12 milliards, pour la nationalisation d'actifs. L'entreprise pétrolière publique vénézuélienne a affirmé qu'elle devrait payer "seulement 225 millions de dollars d'ici 60 jours à la multinationale américaine", une fois déduites toute une série de sommes. La décision de la Chambre de commerce internationale intervient à la suite de la saisie ordonnée en 2007 par le président Hugo Chavez des actifs d'ExxonMobil dans la ceinture de l'Orénoque.

#### Lock-out

Rio Tinto a décrété un lock-out dans son aluminerie d'Alma au Québec, mettant en arrêt forcé 800 salariés de cet établissement, tout en maintenant en partie sa production grâce au travail de 200 cadres. L'aluminerie réduira sa capacité de production d'un tiers. Le géant minier anglo-australien veut "limiter l'impact du conflit social sur les clients de Rio Tinto Alcan". L'usine d'Alma, l'une des plus importantes alumineries du Canada, est le théâtre d'un conflit social depuis plusieurs mois.

## ROUGIER NÉGOCE

### L'État gabonais entre au capital

**La caisse des Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon va entrer au capital d'une filiale du spécialiste français des bois tropicaux Rougier, ce permettra à ce dernier de poursuivre son développement en Afrique.**

Le groupe Rougier, spécialisé dans la transformation et le négoce des bois tropicaux, a annoncé l'entrée de la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon à hauteur de 35 % au capital de sa filiale Rougier Afrique International. Cette opération, d'un montant de 24 millions d'euros, "s'inscrit dans une démarche à long terme qui permettra au groupe Rougier de poursuivre activement sa politique de développement dans le Bassin du Congo", précise la société de Niort.

#### 2 MILLIONS D'HA DE CONCESSIONS

Les sommes ainsi recueillies correspondent à 75 % de la valorisation de l'ensemble du groupe en Bourse, avant sa suspension de cotation, le 29 décembre (32 millions d'euros). Après la reprise de cotation le 31, l'action a fortement progressé et a terminé en hausse de 31,4 % à 30,10 euros, dans un marché en hausse de 1,03 %. "Pour le groupe Rougier,

la cession de 35 % de Rougier Afrique International contribue à renforcer immédiatement sa structure financière par une augmentation significative des fonds propres consolidés", ajoute la société.

"Avec plus de deux millions d'hectares de concessions forestières certifiées, dont environ 35 % FSC (exploitées de manière durable, ndlr), répartis au Gabon, au Cameroun et en République du Congo, Rougier Afrique International regroupe l'ensemble des activités industrielles et commerciales du groupe liées à l'exploitation des forêts naturelles situées dans le Bassin du Congo", souligne-t-elle. Pour la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon, cette entrée au capital s'inscrit dans le cadre de sa politique d'investissement "qui consiste à prendre des participations minoritaires et de long terme dans des sociétés de référence dans des secteurs stratégiques clés". Rougier a dégagé en 2010 un chiffre d'affaires de 139 millions d'euros.



"Il y a beaucoup de coûts cachés dans la supply chain"

## PETITE ANNONCE

**Transitaire commissionnaire de transport cherche dans le cadre de son développement un**

**Business Development Executive basé à SHANGHAI**

De formation bac + 5 ou bénéficiant d'une expérience Transport/Logistique/Douane en France vous aurez en charge le développement commercial du trade Chine-France.

De part votre dynamisme et autonomie, avec l'appui de nos forces de vente en France et en Chine, vous serez en charge de développer un portefeuille client sur du long terme.

Vous disposerez d'un PC portable, téléphone, rémunération fixe + bonus.

Merci de faire parvenir vos candidatures à L'Antenne - Réf. 0612

## En hausse

Les exportations de la Turquie ont enregistré une hausse record de 18,2 % en 2011, atteignant 134,6 milliards de dollars (103,8 milliards d'euros), a annoncé lundi le ministre turc de l'Économie. "C'est un record dans l'histoire de la République", a déclaré Zafer Caglayan. Les exportations ont augmenté de 4,5% en décembre comparé au même mois de 2010, s'établissant à 12,1 milliards de dollars (9,3 milliards d'euros), a ajouté le ministre. La Turquie, qui occupe le 17e rang mondial au niveau économique, affiche l'un des meilleurs taux de croissance au monde, mais le gouvernement prévoit néanmoins un ralentissement cette année en raison des effets de la crise de la dette en zone euro. En 2010, l'économie a connu une croissance de 8,9%.

Réaction...

## LGV Bordeaux

### NKM : "Les extensions vers Toulouse et l'Espagne se feront"

Tentant de rassurer les collectivités qui avaient menacé de suspendre leur financement, la ministre des Transports, **Nathalie Kosciusko-Morizet**, assure que l'extension de ligne à grande vitesse (LGV) de Bordeaux vers l'Espagne et vers Toulouse se fera bien. "Le Grand Projet Sud-Ouest (GPSO) n'est pas remis en question. C'est très clair", a affirmé la ministre dans un entretien paru lundi dans le journal "Sud-Ouest". "Il y a un calendrier précis qui fait l'objet d'un protocole. Pour la liaison Bordeaux-Espagne, comme pour Bordeaux-Toulouse, nous avons un engagement de mise à l'enquête publique courant 2013, avec une déclaration d'utilité publique (DUP) en 2014", a-t-elle dit au quotidien régional. Concernant le troisième prolongement entre Poitiers et Limoges, "on est engagé sur une enquête publique en 2012, pour une DUP en 2013".

La Région Midi-Pyrénées comme le conseil général des Pyrénées-Atlantiques s'étaient alarmés des informations selon lesquelles M<sup>me</sup> Kosciusko-Morizet, devant les difficultés financières de l'État et des collectivités, allait demander une évaluation de la pertinence socio-économique des prochaines lignes à grande vitesse. La ministre confirme dans "Sud-Ouest" la nécessité, avec l'aide du Commissariat général à l'investissement, "d'établir une hiérarchie" entre tous les projets de nouvelles LGV.

## En baisse

Selon les premières estimations, Zeebruges a traité 47,3 millions de tonnes en 2011. Comparé à l'année 2010 record, ce volume recule de 4,5 % mais demeure son second meilleur score historique. En hausse de 5,9 % pour un volume de 13,1 millions de tonnes, le trafic roulier demeure l'une des spécialités du port de belge. Malgré l'impact du tsunami au Japon qui a affecté ses importations pendant cinq mois, 1,77 million de voitures neuves (+ 10,5 %) ont transité par ses terminaux auxquelles s'ajoutent plus d'un million de camions (+ 3,8 %). Zeebruges renforce également ses positions dans les vrac liquides en progression de 6,4 % avec un tonnage de 8,5 millions de tonnes composé à 60 % de GNL, ainsi que dans les marchandises conventionnelles (+ 4 % ; 1,2 MT). Côté baisses, les solides décrochent de 2,8 % à 1,6 million de tonnes tandis que les conteneurs chutent de 11,1 % avec un total de 2,22 millions EVP.

## Réclamation

Le pétrolier britannique BP réclame en justice quelque 20 milliards de dollars à la société américaine Halliburton pour la marée noire due à l'explosion de sa plateforme Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique en 2010.

BP cherche à obtenir "le montant des coûts et dépenses qui lui ont été imputés pour nettoyer la marée noire et y remédier", a précisé l'agence Bloomberg, citant un document de justice signé de l'avocat du groupe, **Don Haycraft**. Le géant pétrolier veut aussi récupérer les bénéfices perdus et/ou la perte de valeur du puits Macondo qui a causé le pire désastre environnemental dans l'histoire des Etats-Unis. Début décembre, BP avait accusé Halliburton d'avoir détruit des preuves liées à des tests réalisés sur le coffrage en ciment du forage que la société américaine avait construit pour la plateforme pétrolière à l'origine de la catastrophe.

## Grève

Des chauffeurs routiers du Sénégal ont déclenché le 2 janvier une grève de 48 heures. À Dakar, ce mouvement a paralysé les déplacements d'une grande partie des usagers des transports en commun, mais le mouvement de grève concerne aussi "le transport de marchandises, quasiment tout est à l'arrêt", a précisé un représentant syndical. Selon lui, les grévistes protestent contre "la cherté du carburant, la cherté des assurances, les tracasseries de la police et de la gendarmerie, la non-protection sociale des chauffeurs" par les employeurs. Cette grève a été lancée à la veille d'une réunion interministérielle sur le transport.

## La ligne régulière victime de la crise

Sur les onze premiers mois de 2011, le secteur de la ligne régulière conteneurisée a été frappé par la crise de la surcapacité et la récession économique mondiale. Sur le marché de l'affrètement, les navires de plus grande capacité ont globalement été plus touchés que les unités de capacité plus modeste.

Selon le courtier Braemar Seascope, l'index BOXi est passé de 74,9 en décembre 2010 à 60,07 en décembre dernier. L'indice ConTex, de VHSS, qui s'élevait à 550 en décembre 2010, a terminé l'année 2011 sur un chiffre de 409. Quant à l'indice Harpex, de Harper, il a chuté de presque 50 %, passant 734 fin 2010 à 400 à la fin de l'année écoulée. Enfin le HRCI, de Howe Robinson, il a également reculé en 2011, passant 663 à 498,8 en douze mois.

Dynamar BV rapporte que les prix quotidiens pour un navire de 725 EVP de capacité grée ont baissé de 10 % en un an, s'élevant en novembre 2011 à 4.750 USD contre 5.300 USD en novembre 2010. Pour une unité de 1.000 EVP grée, le marché a chuté de 10 %. Il est passé de 7.500 USD en novembre 2010 à 5.750 USD un an plus tard.

Pour un porte-conteneurs de 1.700 EVP de capacité unitaire (non bigué), la tendance n'a pas été la même. Les taux, qui s'élevaient à 8.250 USD en novembre 2010, sont parvenus à 8.300 USD en novembre de l'année écoulée.

En revanche, pour les navires cellularisés de 2.000 EVP (gréés), les taux d'affrètement ont baissé de 14 %, passant de 9.250 USD en novembre 2010 à 8.000 USD en novembre 2011. Pour les unités de 2.750 EVP (non bigués), la tendance s'est révélée plus morose puisque le marché a perdu en un an 19 %. De 10.500 USD, les prix ont perdu en un an 2.000 USD pour afficher 8.500 USD.

Enfin, les porte-conteneurs de 3.500 EVP ont connu sur douze mois une chute impressionnante des taux d'affrètement. Les prix, qui s'élevaient à 13.250 EVP en novembre 2010, ont reculé de 49 % en douze mois pour finir en novembre dernier à 6.750 USD.

Selon le Hamburg Index (HIX), les taux d'affrètement à temps calculés sur les données recueillies auprès de 30 courtiers hambourgeois et publiées par la German Shipbrokers Association (l'association des courtiers de navires allemands), les porte-conteneurs d'une capacité située entre 2.300 EVP et 3.400 EVP ont rencontré sur le marché de l'affrètement une chute des taux de 58 % entre novembre 2010 et novembre 2011. Pour des unités de 2.000 à 2.300 EVP, le recul s'est élevé à 26 %. Pour ceux de 600 à 799 EVP, le repli s'est chiffré à 22 %. Les porte-conteneurs de 1.600 à 1.999 EVP ont enregistré une diminution des taux de 13 %.

Vincent CALABRÈSE



## Protestation

Moins d'un millier de personnes, selon des médias locaux, ont manifesté lundi à Cajamarca dans le nord du Pérou, marquant une mobilisation essoufflée contre un projet minier du groupe américain Newmont, à l'origine de violences et d'un état d'urgence local le mois dernier.

La marche s'est déroulée sans incident, conduite par le chef de l'exécutif provincial Gregorio Santos, opposant le plus virulent au projet de mine d'or et de cuivre Conga, qui est pour l'heure suspendu dans l'attente d'une expertise internationale sur son impact.

## Amende

Le tribunal correctionnel de Pau a condamné le 2 janvier un pilote de ligne à six mois de prison avec sursis pour un accident au décollage qui avait fait un mort en 2007, la compagnie aérienne Régional (groupe Air France) étant elle condamnée à 20.000 euros d'amende. Lors du procès pour homicide et blessures involontaires, un an de prison avec sursis et 20.000 euros d'amende avaient été requis par le parquet à l'encontre du pilote et de la compagnie aérienne.

## "TK Bremen" : Le démantèlement va commencer

Les opérations de déconstruction du cargo "TK Bremen" échoué depuis le 16 décembre sur la plage d'Erdeven (Morbihan) démarreront le 6 janvier après deux semaines de travaux préparatoires, a-t-on appris mardi auprès de la société chargée des travaux. "Les travaux de cisaillement commenceront dès que la grue sera montée", a indiqué Ber Mak, qui dirige le chantier pour l'entreprise néerlandaise EuroDemolition, mandatée par l'assureur du "TK Bremen". Les derniers éléments de la grue géante, qui doit être assemblée ces prochains jours sur la plage classée de Kerminihy où le navire maltais s'est échoué



lors de la tempête Joachim, sont arrivés le 3 janvier, a-t-il précisé.

Le cisailage des 2.000 tonnes de ferraille, qui seront évacuées par voie terrestre, ne doit prendre que trois semaines,

sauf en cas d'intempéries, selon EuroDemolition. Un porte-parole de la préfecture du Morbihan s'est félicité de ce que "le chantier avance vite" avec l'évacuation des aménagements intérieurs du navire et la mise en place de plaques pour la circulation des engins de chantier sur la plage, ainsi que d'un liner (revêtement de protection). Les autorités ont demandé à ce que le site, classé Natura 2000, soit entièrement réhabilité au 6 avril. Le chantier, financé par l'assureur de l'armateur, se déroule sous la surveillance de la gendarmerie, chargée d'empêcher les curieux d'accéder au site et de piétiner les dunes.

## l'antenne

Édité par la SMECI  
SARL au capital de 2.200 euros  
R.C. 447 889 395 00037

Siège social : 32, avenue André-Roussin  
BP 36 - 13321 Marseille Cedex 16  
ISSN 0395-8582 - CPPAP 0313T79480

Dépôt Légal : 10 avril 2006

Directeur de la publication : N. ARIAS

Gérant : Richard REVERCHON

Tél. : 04.91.33.25.81 - Fax : 04.91.55.58.97

Site internet : www.lantenne.com

Publicité :

Grand Sud F. Revenaz 04.91.13.71.60

Normandie F. Papion : 06.21.88.97.42

Annonces maritimes : 04.91.33.83.01

Abonnement : 04.91.13.71.62

Rédaction :

V. Grunhec : redaction@lantenne.com

f.andre@lantenne.com

v.calabrese@lantenne.com

Cette publication peut être utilisée dans le cadre de la formation professionnelle continue